

Observatoire Français des Conjonctures Économiques, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.95.12

N° 58 - Mercredi 19 octobre 1988

### PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1989(\*)

Un environnement favorable en 1988 résultant de la baisse du prix du pétrole et d'une demande mondiale soutenue tire la croissance française, qui dépasserait 3 % par an, pour la première fois depuis le second choc pétrolier.

Le ralentissement de la croissance de nos partenaires dû à des politiques plus restrictives contribuerait malgré une bonne tenue de la demande intérieure et l'arrêt des pertes de compétitivité à un léger ralentissement de la croissance française en 1989 (2,4 %).

La forte reprise de l'investissement qui s'est traduite dans les révisions successives à la hausse des prévisions des entreprises pour 1988 est la conséquence directe de l'accélération de la croissance. Elle devrait conduire à une forte progression du volume de l'investissement des entreprises en 1988 (7,7 %) et à un retour en 1989 à une progression proche de celle observée en 1987 (5 %). Cette croissance de l'investissement n'apparaît cependant pas exceptionnelle au regard du supplément d'investissement qui serait nécessaire pour ajuster les capacités de production à la demande.

Les pertes de parts de marchés à l'exportation enregistrées au cours des trois dernières années s'expliquent principalement par la dégradation continue de notre compétitivité depuis la baisse du dollar en 1985. En 1988 une évolution légèrement plus favorable du change compense une hausse des prix à l'exportation encore supérieure à celle de nos partenaires. En 1989 la stabilisation du change et une évolution parallèle des prix français et étrangers devraient conduire à une stabilisation de la compétitivité et, à terme, à un arrêt des pertes de parts de marchés.

Le déficit extérieur serait de ce fait légèrement réduit en 1989 et la contribution du solde extérieur à la croissance redevenirait presque neutre en 1988 et 1989 après trois années d'impact fortement négatif. Bref le retour à une croissance supérieure à 3 % en 1988 ne semble comporter ni risque inflationniste majeur ni risque de dérapage extérieur important, à supposer que l'évolution salariale reste modérée. Mais cette croissance n'est pas suffisante pour entraîner une diminution du chômage en France et il semble qu'il soit trop tôt - surtout si le ralentissement de 1989 se confirme - pour envisager la « sortie de crise » parfois mentionnée.

#### L'environnement international (1)

Aux États-Unis, après un relâchement en réaction au krach boursier, la politique monétaire s'est resserrée à partir de mars 1988, entraînant une remontée des taux d'intérêt et, en relation avec l'amélioration des comptes extérieurs, une poursuite de l'appréciation du dollar entamée en janvier. Elle devrait rester modérément restrictive dans les prochains mois pour prévenir

un dérapage inflationniste lié à un emballement de la demande interne. Elle veillerait cependant à ne pas étouffer la croissance et à ne pas compromettre la compétitivité par une nouvelle appréciation du change. Il devrait donc en résulter une quasi stabilisation du dollar et un ralentissement de la demande intérieure. L'impact de la hausse des taux d'intérêt et d'une politique budgétaire à nouveau restrictive ne serait pas en effet compensé par la croissance des exportations.

Le dynamisme du commerce mondial (dû en 1988 à la vigueur de la croissance des pays industrialisés) serait affecté par le ralentissement de l'activité américaine et par la moindre croissance de certains pays européens (Royaume-Uni, Italie). Au total le taux de croissance de la demande de produits manufacturés adressée à la France passerait de près de 10 % en 1988 à moins de 6 % en 1989.

Le prix du pétrole, qui a fortement baissé depuis l'été 1987 pour atteindre 13 dollars le baril à l'automne 1988, reviendrait progressivement à 16 dollars le baril à la fin de 1989. La baisse récente pourrait notamment résulter de la hausse des productions de pays membres de l'OPEP qui souhaiteraient se trouver en position favorable lors de la négociation des futurs quotas. Celle-ci ne remettrait pas en cause l'objectif implicite d'un cours atteignant à terme 16 dollars le baril.

#### La politique économique (2)

Pour la troisième année consécutive les rentrées fiscales seront bien supérieures aux prévisions du fait de l'amélioration des revenus et de la bonne tenue de la consommation (les prévisions de rentrées de TVA pour 1988 ont été accrues de 5 %). Ceci a permis de financer de nouvelles dépenses sans affecter le déficit fixé à 115 milliards. Des recettes spontanées encore fortes en 1989 et des dépenses progressant moins que le PIB en valeur autorisent une nouvelle réduction du déficit et de nouveaux allègements fiscaux. Dans le projet de loi de finances pour 1989 le déficit est fixé à 100 milliards (1,7 % du PIB) soit un léger excédent hors charges d'intérêt de la dette.

(\*) Cette prévision a été réalisée au département d'économétrie dont le directeur est Pierre-Alain Muet par une équipe composée de Véronique Leroux et Gérard Cornilleau et animée par Alain Gubian. Elle est calée sur les comptes trimestriels de l'INSEE du premier trimestre et en volume sur ceux du second pour lesquels le partage volume-prix du commerce extérieur était très provisoire. Elle intègre de nouvelles estimations de statistiques de l'emploi pour le premier semestre 1988.

(1) Les hypothèses retenues seront présentées en détail dans la chronique de conjoncture du département des diagnostics publiée dans le n° 25 de la revue de l'OFCE.

(2) L'analyse du budget sera présentée dans la lettre n° 58 bis publiée début novembre.

1. Équilibre ressources-emplois de biens et services (au prix de 1980)

	Niveau (milliards F 80)	Taux de croissance trimestriel en %						Taux de croissance annuel en %		
		1987	1988.1	1988.2	1988.3	1988.4	1989.1	1989.2	1987	1988
PIB marchand .....	2 639	1,2	0,6	0,6	0,8	0,6	0,5	2,3	3,5	2,4
Importations .....	764	- 0,6	2,9	4,4	1,5	- 0,8	0,9	6,4	7,6	4,8
Consommation des ménages .....	1 875	0,3	- 0,1	1,2	0,7	0,6	0,3	2,4	2,4	2,3
Consommation nette marchande des administrations ..	146	0,0	0,8	0,9	0,9	0,6	0,7	6,9	2,5	3,0
FBCF totale .....	642	2,2	1,5	0,9	0,4	1,3	1,2	3,4	5,7	4,2
dont : - Entreprises .....	338	2,4	1,4	1,6	0,7	1,9	1,0	4,2	7,7	5,0
- Ménages .....	175	0,7	2,6	0,9	0,4	0,1	1,5	0,9	2,8	3,5
- Administrations .....	108	2,8	- 0,1	- 1,2	- 0,9	1,4	1,5	4,5	3,8	2,8
Exportations .....	702	1,1	2,2	0,3	1,6	1,5	1,0	1,7	7,5	4,7
Variations de stocks (en milliards de F 80) .....	38,8	7,9	11,2	15,6	16,9	11,1	10,4	38,8	51,7	40,8
<b>Produits manufacturés :</b>										
Production .....	1 424	3,0	0,2	- 0,3	0,6	1,3	0,5	2,3	4,9	2,3
Importations .....	471	1,9	0,8	4,0	0,3	0,3	1,0	8,9	10,6	4,3
Exportations .....	440	1,4	2,1	0,1	1,5	1,6	1,3	1,8	7,9	4,9
Variations de stocks (en milliards de F 80) .....	23,2	10,7	10,7	10,7	9,7	9,2	9,3	23,2	41,9	37,3

2. Quelques résultats significatifs

	1988.1	1988.2	1988.3	1988.4	1989.1	1989.2	1987		1988		1989	
	Trimestres						MA	GA	MA	GA	MA	GA
Effectifs salariés** (en %) .....	0,3	0,3	0,0	0,1	0,2	0,1	0,3	0,4	0,7	0,8	0,6	0,6
dont Industrie (en %) .....	- 0,3	0,0	- 0,2	- 0,2	0,1	0,0	- 2,7	- 2,8	- 1,5	- 0,7	- 0,2	- 0,1
dont abrité .....	0,7	0,4	0,2	0,3	0,4	0,3	2,1	2,4	2,0	1,6	1,3	1,3
Demandes d'emplois non satisfaites (en millions) .....	2 536	2 548	2 604	2 594	2 580	2 600	2 613	2 573*	2 571	2 594*	2 625	2 646*
Prix à la consommation*** (en %) .....	0,5	1,0	0,7	0,7	0,7	0,8	3,3	3,2	2,7	3,0	2,9	2,8
Salaire horaire moyen dans les entreprises non financières (en %) .....	0,6	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	3,6	4,0	3,7	3,5	3,9	3,9
Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (en %) .....	0,4	0,6	0,6	0,8	0,2	0,5	0,9	1,9	2,7	2,3	2,2	2,2
Taux d'épargne (en points) .....	12,3	12,9	12,3	12,4	12,1	12,3	12,2	12,1*	12,5	12,4*	12,4*	12,4*
Taux d'épargne financière (en points) .....	3,1	2,8	2,2	2,3	2,0	2,1	3,1	3,2*	2,6	2,3*	2,1	2,1*
Entreprises :												
Excédent brut d'exploitation/ Valeur ajoutée (en points) .....	41,9	41,8	41,6	41,9	41,9	41,9	42,1	42,1*	41,8	41,9*	42,0	42,1*
Épargne brute/ Valeur ajoutée (en points) .....	15,6	15,4	14,9	15,4	15,4	15,5	15,6	15,9*	15,3	15,4*	15,6	15,9*
Taux d'autofinancement**** (en points) .....	88,2	86,0	81,5	85,3	84,2	84,9	91,6	87,8*	85,2	85,3*	85,7	87,5*
Capacité de financement des ADM./PIB total (en points) .....	- 2,0	- 2,1	- 2,0	- 2,1	- 1,9	- 2,1	- 2,5		- 2,1		- 2,2	
Taux d'intérêt du marché monétaire .....	7,5	7,3	7,3	7,5	7,5	7,3	8,0	8,1*	7,4	7,5*	7,3	7,2*

MA = moyenne annuelle, GA = glissement annuel, (\*) Niveau au quatrième trimestre

(\*\*) Hors administrations et institutions financières, (\*\*\*) Indice INSEE, 295 postes,

(\*\*\*\*) Épargne brute / FBCF

La mention (en %) indique une variation par rapport à la période précédente. La mention (en points) indique un ratio exprimé en %.

3. Les hypothèses d'environnement international et le solde extérieur

	Évolution trimestrielle						Moyenne annuelle		
	1988.1	1988.2	1988.3	1988.4	1989.1	1989.2	1987	1988	1989
Demande mondiale de produits industriels adressée à la France (en %) .....	0,6	2,3	1,3	1,3	1,4	1,3	6,4	9,7	5,6
Prix des concurrents en devises (en %) ...	- 0,8	1,1	0,8	0,8	0,8	0,8	- 1,3	1,5	3,3
Prix des importations d'énergie en \$ (en %) .....	- 4,5	- 11,0	- 9,0	0,0	0,0	0,0	5,2	- 13,6	- 7,7
Taux de change :									
\$/DM .....	1,68	1,71	1,86	1,85	1,85	1,85	1,80	1,78	1,83
DM/F .....	3,38	3,37	3,40	3,41	3,41	3,41	3,34	3,39	3,41
\$/F .....	5,67	5,77	6,32	6,31	6,31	6,31	6,00	6,02	6,23
Prix des importations en francs (en %) ...	1,1	- 1,3	1,3	0,0	1,2	0,5	0,1	2,8	2,1
Prix des exportations en francs (en %) ...	0,3	0,5	1,4	0,9	0,8	0,8	1,0	3,0	3,4
Solde des biens et services (*) (en milliards de F) .....	6,8	10,2	- 1,7	- 0,3	7,5	8,7	13,1	16,7	34
Solde douanier FAB/FAB (en milliards de F) .....	- 5,2	- 5,4	-	-	-	-	- 32	- 28	- 15
Solde de la balance des paiements courants (en milliards de F) .....	-	-	-	-	-	-	- 24,5	- 13	- 5

Sources : Comptes trimestriels INSEE, prévisions OFCE

(\*) Au sens de la comptabilité nationale, base 80, y compris tourisme.

Hors rétablissement d'un impôt sur la fortune, les allègements fiscaux atteignent 9 milliards pour les ménages. Ils s'élèvent à 7,6 milliards pour les entreprises, à quoi il faut ajouter 3 milliards de réduction des cotisations employeurs au titre du « plan emploi ». Le taux de l'impôt sur les sociétés est à nouveau réduit de 42 à 39 % sur les seuls bénéfices non distribués. Par la réduction de l'acompte de novembre, cet allègement est en fait appliqué dès 1988. La nouveauté provient du choix des allègements en faveur des ménages. La réduction ne porte plus sur leurs impôts directs, mais ils bénéficient des baisses de TVA affectant des produits de grande consommation (passage du taux de 7 à 5,5 %, allègement des taux sur les abonnements d'EdF-GdF...). Celles-ci devraient consolider le mouvement de désinflation et par là accroître le pouvoir d'achat. Dans l'hypothèse idéale d'une répercussion totale dans les prix de détail, le niveau général des prix serait réduit de 0,3 %. L'augmentation du pouvoir d'achat du revenu conduirait à une augmentation de la consommation de 0,2 % en moyenne annuelle et le niveau du PIB serait accru de 0,1 % en 1989. L'impact sur la balance commerciale serait réduit par l'amélioration de la compétitivité.

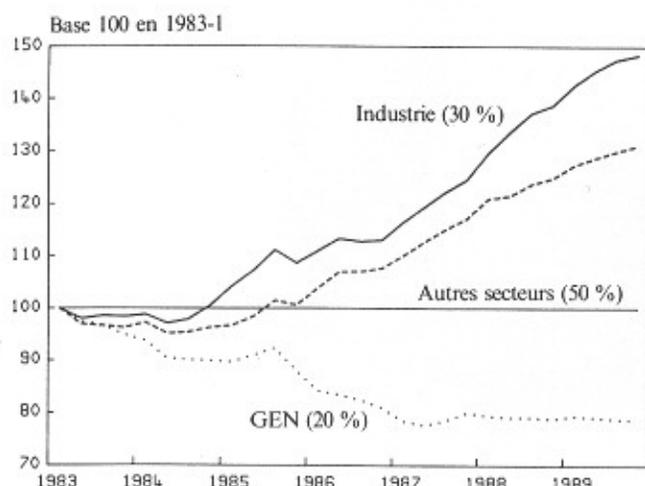
Le déficit du régime général de la Sécurité sociale devrait être compris entre 25 et 30 milliards de francs en 1989, entièrement imputable au régime vieillesse dont les pensions de retraite augmentent à un rythme annuel de 6 % en volume. Les mesures de financement n'étant pas arrêtées à ce jour, nous avons considéré que ce déficit serait financé à hauteur de 23 milliards : 6 par la reconduction du prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables et le reste par le relèvement du taux de cotisation vieillesse. Dans ces conditions le déficit des administrations se réduirait de 2,5 % du PIB en 1987 à 2,1 % en 1988 et 1989.

Le mouvement de baisse des taux d'intérêt engagé par la Banque de France en mai 1988 s'est heurté au mouvement inverse de la Bundesbank. L'écart des taux courts entre la France et la RFA s'est ainsi sensiblement réduit, passant de 4,7 points en janvier à 2,6 en août et de 2,5 points à 1 en termes réels. Les marges d'autonomie sont maintenant plus étroites et la contrainte de change imposera une politique des taux d'intérêt proche de celle de nos partenaires.

## Un investissement productif soutenu

L'investissement productif des entreprises (SQS et EI) devrait connaître une forte croissance en 1988 (+ 7,7 % en volume), accélérant ainsi la reprise que l'on connaît depuis 1985 (environ

### 1. Investissement des entreprises par secteur en volume



4 % d'augmentation en moyenne de 1985 à 1987). En 1989 la moindre croissance de la demande devrait conduire à un ralentissement de l'investissement (5,0 %) qui retrouverait ainsi le rythme de croissance des années précédentes.

Ce sont avant tout les entreprises industrielles qui sont à l'origine de l'évolution en cours. Leurs prévisions d'investissement ont été en effet fortement revues en hausse entre juin 1987 et juin 1988, passant en valeur de 6 à 13 %. Tous produits confondus, la croissance en volume devrait dépasser 11 % en 1988 et rester élevée (8 %) en 1989. Même si ces investissements ne représentent environ que 30 % du total de la FBCF des entreprises, ils n'en jouent pas moins un rôle moteur dans le développement économique. Les grandes entreprises nationales prévoient en revanche une stagnation de leurs investissements en 1988 et 1989, mais celle-ci traduit néanmoins une amélioration considérable par rapport aux réductions des années antérieures. La croissance de l'investissement du secteur abrité hors GEN, forte depuis 1986, devrait s'accroître encore légèrement en 1988 (7,9 %) et ralentir en 1989 (5,3 %).

Tous les éléments concourent pour expliquer la forte progression de l'investissement productif des entreprises du secteur privé. L'accélération de la croissance joue de manière déterminante (voir encadré), tout particulièrement dans l'industrie où le rythme d'évolution de la production passe de 0,9 % en 1986 à 2,3 % en 1987 et 4,5 % en 1988. Les enquêtes de conjoncture retracent bien ce phénomène puisque les carnets de commande globaux et étrangers sont à la hausse. Cette pression de la demande se traduit au premier semestre 1988 par une tension accrue sur les capacités de production (18 % de marges de capacité disponible avec embauche, au lieu de 20-21 % au cours des années précédentes) qui ne se résorbe que lentement au cours de l'année 1989 en raison des délais d'ajustements.

### Reprise de l'investissement et effet d'accélération

Un calcul simple permet de prendre une mesure quantitative de l'effort d'investissement nécessaire pour ajuster l'évolution du capital à l'augmentation de la demande observée depuis 1986.

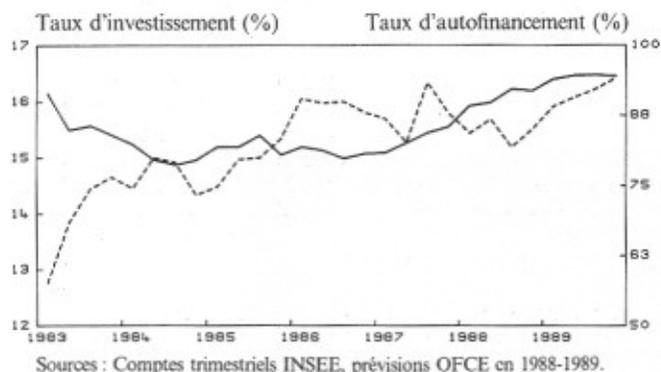
Dans la prévision la croissance annuelle du PIB serait en moyenne de 2,6 % par an de 1986 à 1989 contre 1,3 % de 1980 à 1985, soit une accélération de 1,3 % par an. Avec un coefficient de capital de l'ordre de 2 en moyenne dans l'ensemble de l'économie, cette accélération de la croissance suppose donc, pour maintenir une évolution parallèle du capital et de la demande, une hausse de 2,6 points du taux d'investissement annuel ( $2 \times 1,3 \%$ ).

Or une hausse de 2,6 points du taux d'investissement représente une augmentation relative du niveau d'investissement par rapport au niveau du PIB égale à 20 % (le taux d'investissement était en moyenne de 12,5 % en 1984-1985, il doit donc augmenter de  $2,5/12,5 \%$  = 20 %). Ceci veut dire que pendant toute la période d'ajustement, l'investissement doit croître plus vite que le PIB, de façon à s'ajuster à ce nouveau niveau. Si l'ajustement s'étale sur quatre ans l'investissement augmentera tous les ans approximativement de 5 points de plus que le PIB.

Une comparaison des rythmes de croissance de l'investissement des entreprises et du PIB montre que cet ajustement n'est pas encore atteint en 1989 et que si la croissance de la demande se maintient à moyen terme — et a fortiori si elle s'accroît — l'économie française connaîtra pendant une période encore longue une forte croissance de l'investissement.

	1986	1987	1988	1989
Croissance du PIB (%)	2,1	2,3	3,5	2,4
Croissance de la FBCF des entreprises (%)	3,3	4,2	7,7	5,0
Écart en niveau (%) depuis 1985	1,2	3,1	7,8	11,0

## 2. Taux d'investissement et taux d'autofinancement des SQSEI

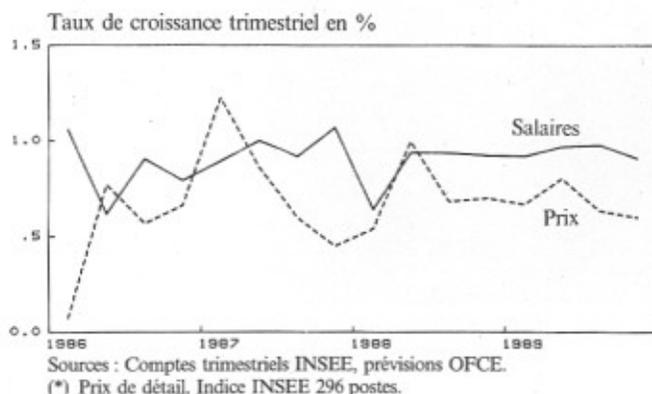


Cet effort d'investissement a été rendu possible par l'amélioration de la situation financière des entreprises. Le redressement continu de l'excédent brut d'exploitation depuis 1984, la réduction des frais financiers liée au désendettement et à la baisse des taux d'intérêt nominaux, ainsi que la diminution du taux d'imposition des sociétés sont autant d'éléments qui concourent à expliquer le maintien d'un taux d'autofinancement élevé dans une période de forte reprise de l'investissement. Les enquêtes de conjoncture font apparaître d'ailleurs une augmentation sensible du nombre d'entreprise qui pourront effectuer tous les investissements nécessaires au cours des mois à venir tandis que les principaux obstacles à l'investissement perdent de leur importance (insuffisance des marges d'autofinancement et difficulté d'obtention des concours financiers extérieurs).

### Une désinflation confortée

Dans la fonction publique deux hausses générales sont intervenues : l'une de 1 % au 1<sup>er</sup> mars, l'autre du même montant au 1<sup>er</sup> septembre. Ces augmentations représentent une hausse moyenne de la masse salariale de 1,1 % auxquelles s'ajoutent 0,7 % d'effet de report des mesures de 1987 et 0,2 % de mesures catégorielles. Si l'on inclut également le GVT positif évalué habituellement à 1,6 % (ce GVT mesure l'effet des promotions et de l'ancienneté sans retrancher les économies liées au remplacement des agents partant à la retraite par des jeunes), on aboutit à une augmentation de la masse salariale des effectifs présents sur l'ensemble de l'année de 3,6 % (1,1 + 0,7 + 0,2 + 1,6) pour une inflation prévue de 2,7 % en moyenne. Sur la base de ce calcul, le pouvoir d'achat des fonctionnaires serait accru de 0,9 %, alors qu'il serait réduit

## 3. Prix (\*) et salaires



de 0,7 % si l'on ne tient pas compte des promotions et des mesures catégorielles. Nous avons supposé qu'il n'y aurait aucune mesure supplémentaire d'ici la fin 1988, mais qu'il y aurait un maintien du pouvoir d'achat en 1989 hors GVT.

La politique salariale dans la fonction publique, ainsi que les deux augmentations du SMIC déjà intervenues en 1988 (+ 2,3 % en juin et + 1,0 % en juillet), ne sont pas sans incidence sur l'évolution des salaires dans le secteur privé. Le taux de salaire horaire moyen a augmenté de 0,6 % au premier trimestre et de 0,9 % au second. On prévoit une augmentation au même rythme (0,9 %) jusqu'à la fin de l'année 1989. En moyenne annuelle cela conduirait à une amélioration du pouvoir d'achat de 0,9 % en 1988 (contre 0,4 % en 1987). Elle resterait cependant très inférieure à celle de la productivité moyenne du travail (2,7 % en 1988 contre 2 % en 1987).

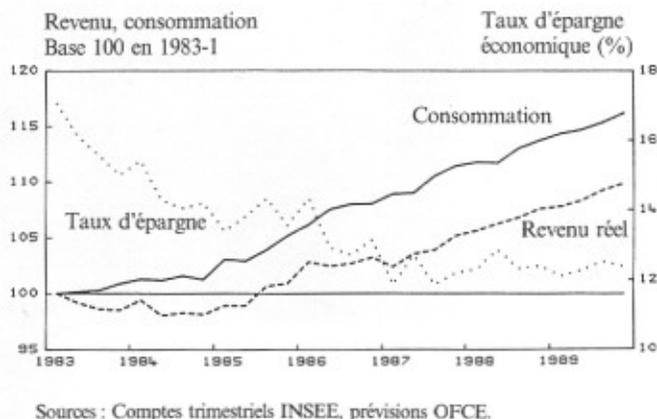
En 1989 la hausse du pouvoir d'achat serait identique, le chômage exerçant toujours une pression sur l'évolution du taux de salaire. Cependant, étant donné les tensions sociales actuelles, il n'est pas exclu d'assister à un dérapage salarial au cours de l'année 1989, tant dans la fonction publique que dans le secteur privé. Une hausse supplémentaire de 1 % de l'ensemble des salaires nominaux à partir du début de l'année 1989 accentuerait de 0,2 % le glissement des prix à la consommation.

Les prix de production devraient continuer à augmenter un peu plus rapidement que les coûts unitaires sur l'ensemble des deux années, le taux de marge continuant ainsi à s'améliorer. Une analyse du phénomène par secteur laisse apparaître que cette évolution serait principalement le fait du secteur abrité, dont le taux de marge continuerait à progresser en raison notamment du financement de l'effort d'investissement depuis 1986. L'industrie en revanche verrait son taux de marge se stabiliser. En 1989 cette légère accélération des prix de production serait compensée par l'impact de la baisse du taux de TVA, ce qui conduirait à un léger ralentissement en glissement du prix de la consommation des ménages (3 % en 1988 et 2,8 % en 1989).

### Le taux d'épargne des ménages serait stabilisé

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages augmenterait de 2,7 % en 1988 et de 2,2 % en 1989 après 0,9 % en 1987. A l'exception de l'année 1986, où la manne pétrolière avait entraîné simultanément désinflation et hausse du revenu réel, l'évolution de 1988 est la plus favorable observée depuis 1981-1982. Cette amélioration est certes en partie le fait de la nouvelle baisse du prix du pétrole, mais elle repose aussi sur l'amélioration des revenus d'activités et des prestations sociales et sur les allègements d'impôts.

## 4. Revenu, consommation et taux d'épargne des ménages



#### 4. Contribution à la croissance du pouvoir d'achat du RDB des ménages

	1986	1987	1988	1989
Pouvoir d'achat du RDB	3,0	0,9	2,7	2,2
dont :				
Salaires nets .....	0,6	-0,3	0,4	0,3
- Salaires bruts .....	(1,0)	(0,1)	(0,8)	(0,8)
- Cotisations .....	(-0,4)	(-0,5)	(-0,4)	(-0,6)
Revenu des entrepreneurs				
individuels .....	1,1	0,2	0,5	0,5
Prestations sociales .....	1,5	0,4	1,1	1,2
Impôts .....	-0,4	-0,2	0,1	-0,4

Sources : Comptes trimestriels INSEE, prévisions OFCE en 1988-1989.

En 1988 l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires bruts proviendrait pour un tiers de la reprise de l'emploi et pour le reste des gains par tête. La croissance des salaires nets, amputés en 1988 par les relèvements de cotisations sociales de la mi-1987 et en 1989 par ceux que nous avons inscrits conventionnellement dans ce compte, serait de 1 % en 1988 et 0,6 % en 1989 en termes réels. Le revenu des entrepreneurs individuels serait en augmentation sensible en 1988, traduisant une bonne reprise de l'activité et les effets résiduels de la libération des prix des services et des commerces.

Les prestations sociales retrouveraient un rythme de croissance soutenu (+ 3,2 % en 1988 et + 3,4 % en 1989 en pouvoir d'achat) après la pause de 1987. Le plan de rationalisation des dépenses de santé a en effet réduit durablement leur niveau mais n'a enrayer leur croissance qu'en 1987. En 1989 sera mis en place le revenu minimum d'insertion estimé à 8 milliards.

Du fait des allègements d'impôts sur le revenu et de la diminution très sensible des recouvrements consécutifs à des redressements fiscaux, la contribution des impôts à l'évolution du revenu serait très légèrement positive en 1988. En 1989 l'absence d'allègements nouveaux sur l'IR, le maintien conventionnel de la contribution sociale de 0,4 % sur les revenus imposables et l'instauration de l'impôt de solidarité sur la fortune freineront légèrement la croissance du revenu.

Le volume de la consommation des ménages augmenterait de 2,3 % en 1988 et 1989, soit au même rythme qu'en 1987. La consommation en produits manufacturés, dont la croissance est restée particulièrement soutenue en 1988, se ralentirait en 1989.

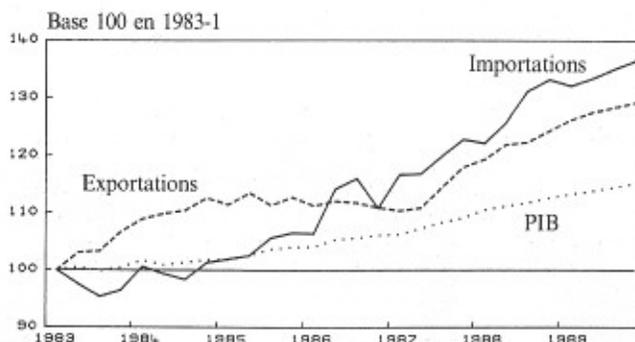
Le maintien d'un même rythme de croissance de la consommation de 1987 à 1989, alors que les revenus s'accroissent en 1988, reflète bien l'inertie de la consommation par rapport au revenu et explique la stabilisation du taux d'épargne qui baissait de façon continue depuis huit années. Celui-ci passerait à 12,5 % en 1988 et 12,4 % en 1989 après 12,2 % en 1987. Une remontée sensible de ce taux pourrait résulter d'une augmentation durable des revenus. Un point de taux de croissance du revenu supplémentaire conduirait en effet à terme à un relèvement du taux d'épargne de 0,6 point selon l'équation retenue dans le modèle de l'OFCE.

L'investissement en logement des ménages, bénéficiant lui aussi de la revalorisation des revenus, augmenterait de 2,8 % en 1988 et de 3,5 % en 1989. Le taux d'épargne financière se réduirait de nouveau, avoisinant 2 %.

#### La dégradation des échanges industriels cesserait

Au cours des trois dernières années (1985-1987), le volume des exportations industrielles a augmenté en moyenne de 0,6 % par an, alors que la demande mondiale adressée à la France augmentait en rythme annuel de 4,6 %. Cette perte de parts de marché de 4 points par an s'explique principalement par la détérioration de la compétitivité. Les prix à l'exportation de nos partenaires ont en effet stagné en moyenne sur cette

#### 5. PIB, importations et exportations en volume



Sources : Comptes trimestriels INSEE, prévisions OFCE en 1988-1989.

période, tandis que les prix de nos exportations augmentaient de 1,6 % par an en francs et de 2,3 % en devises. Corrigée des effets de structure par produits, la perte de compétitivité à l'exportation a été encore plus élevée (- 3,2 % en moyenne annuelle, soit une perte cumulée de compétitivité de 9,6 % au cours des trois années).

Compte tenu des délais et des valeurs usuelles des élasticités-prix des exportations (entre 1,2 et 1,5), cette perte de compétitivité explique les douze points de pertes de parts de marchés des trois dernières années. Malgré la stabilisation de la compétitivité en 1988 et 1989, les pertes enregistrées au cours des années antérieures devraient cependant entraîner des pertes de parts de marchés jusqu'au début de l'année prochaine (- 1,5 % en 1988 et - 0,7 % en 1989 en moyenne annuelle). Cette stabilisation de notre compétitivité résulte en 1988 de la dépréciation du franc par rapport au taux de change moyen de nos partenaires, qui compense une hausse un peu plus forte des prix à l'exportation. En 1989 elle serait le résultat d'une évolution des prix comparable à celle de nos partenaires et d'une stabilité du change.

Du côté des importations, la dégradation de la compétitivité (corrigée des effets structurels) a été plus modérée. La compétitivité s'est en outre légèrement améliorée au cours de l'année 1987 et ce mouvement devrait s'amplifier en 1988 et 1989. La forte hausse des importations industrielles en 1988 s'explique donc principalement par la vigueur de la demande intérieure et notamment la forte croissance de l'investissement. En 1989, l'évolution plus modérée de la demande intérieure et l'amélioration de la compétitivité sur le marché intérieur devraient contribuer au rééquilibrage des échanges en volume et à la stabilisation du déficit des échanges industriels (- 34 milliards en 1988, - 23 en 1989).

La combinaison d'une évolution légèrement plus favorable des échanges industriels, d'une facture énergétique qui resterait faible en raison de la stabilité du prix du pétrole (- 70 milliards environ en 1988 et 1989 contre - 85 en 1987) et d'un solde agro-alimentaire qui se maintiendrait à un niveau élevé (un peu plus de 40 milliards en 1988-1989 contre 28 en 1987) devrait conduire à une balance courante faiblement déficitaire en 1989.

#### Une hausse de l'emploi insuffisante pour enrayer la montée du chômage

Après s'être stabilisé en 1986, le nombre des emplois salariés s'est accru de près de 80 000 en 1987. Cette amélioration de la situation de l'emploi s'est amplifiée depuis le début de l'année, puisque le taux de croissance des effectifs salariés est, au cours du premier semestre de 1988, pratiquement le double de ce qu'il était en moyenne en 1987. En outre ce résultat extrêmement favorable ne repose plus sur les interventions publiques comme ce fut le cas en 1986 et au début de 1987. En effet, entre janvier 1986 et juin 1987, l'augmentation de l'emploi salarié (+ 55 000) s'expliquait principalement par la montée des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) : hors SIVP, l'emploi salarié avait en fait diminué (de - 50 000

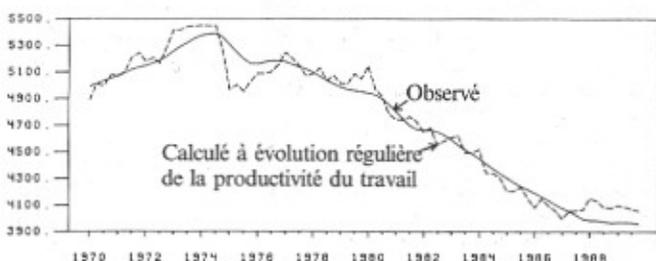
environ). Par contre, les 88 000 emplois supplémentaires créés entre juin 1987 et juin 1988 ne doivent plus rien aux SIVP dont le nombre s'est à l'inverse légèrement réduit (- 10 000 environ).

L'amélioration de l'emploi a concerné l'ensemble des secteurs d'activité. En juin 1988 le secteur tertiaire marchand (y compris les hôpitaux publics) comptait ainsi 245 000 salariés de plus (soit + 3,3 %) qu'au début de l'année 1987. Dans le secteur du bâtiment l'amélioration est particulièrement spectaculaire puisque l'emploi qui diminuait régulièrement depuis quinze ans a augmenté de 2,5 % (+ 30 000) entre janvier 1987 et juin 1988.

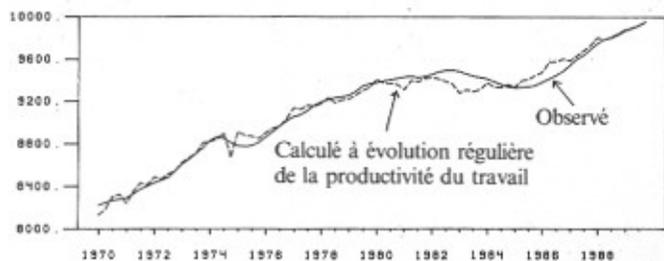
Le secteur industriel, quant à lui, a suivi le mouvement général, mais avec retard<sup>(3)</sup>. Au cours de l'année 1987 les suppressions d'emplois restaient en effet dans la tendance des années antérieures (- 120 000 par an environ). Par contre l'inflexion observée au début de 1988 est particulièrement nette, puisque la baisse de l'emploi salarié au cours du premier semestre fut limitée à 15 000 (soit un rythme trimestriel moyen de - 0,2 % contre - 0,7 % en moyenne en 1986 et 1987).

Ces évolutions favorables de l'emploi, qui tranchent fortement avec celles que l'on observait au début des années quatre-vingt, s'expliquent aisément par le contexte macroéconomique, caractérisé par une augmentation notable de la croissance économique. On n'observe en effet aucune rupture significative du rythme de croissance de la productivité du travail, comme on peut le constater sur les graphiques 6 et 7 où l'on a reporté les évolutions observées de l'emploi industriel et tertiaire et celles qui auraient résulté d'un ajustement instantané des effectifs au niveau requis par celui de la production, à évolution régulière de la productivité du travail.

6. Emploi dans le secteur de l'industrie manufacturière



7. Emploi dans le secteur abrité



On peut voir sur le graphique 6 que le secteur industriel a abordé l'année 1987 avec des effectifs correspondant à peu près aux nécessités de la production. La forte croissance de celle-ci n'a pas été répercutée immédiatement sur l'emploi, les entreprises préférant à court terme augmenter la durée du travail et recourir à l'intérim (comptabilisé dans les services - voir supra, la note 3). Cette attitude prudente est usuelle en cas de reprise de l'activité. Les fortes augmentations de productivité observées en 1987 et au début de 1988 devraient donc être compensées par une évolution plus lente en 1989. Mais ce ralentissement de la croissance de la productivité du travail coïnciderait avec celui du rythme de croissance de la production. Au total l'emploi industriel continuerait donc à décroître en 1988 (- 1,7 % contre 2,6 % en 1987) et se stabiliserait en 1989 (- 0,2 %).

Dans le secteur abrité (secteur tertiaire marchand + bâtiment et travaux publics) les ajustements d'effectifs étant déjà réalisés en 1988, le ralentissement de l'activité en 1989 conduirait à une réduction des créations d'emplois qui passeraient de 2 % en 1987-1988 à 1,3 % en 1989.

Deux mesures du « Plan pour l'emploi » du gouvernement<sup>(4)</sup> visent la réduction du coût du travail : le dé plafonnement et l'allègement des cotisations familiales et l'exonération des cotisations sociales pour le premier salarié. Ces mesures vont dans le bon sens en jouant sur les substitutions entre le capital et le travail, mais elles ont surtout à court terme une incidence sur les coûts de production, favorisant ainsi la désinflation et la compétitivité. La première mesure, relativement limitée dans son ampleur, permettrait la création de 10 000 emplois supplémentaires à terme. La seconde concernerait potentiellement 500 000 entreprises individuelles mais qui embauchent actuellement peu (peut-être 20 000 personnes par an). L'allègement du coût du travail serait d'environ 30 %. Même avec une forte élasticité de l'emploi au coût salarial égale par exemple à l'unité, l'effet sur l'emploi serait encore plus limité que celui de la mesure précédente (6 000).

Finalement, l'emploi total augmenterait de 66 000 personnes, ce qui serait insuffisant pour enrayer la croissance du chômage.

8. Emploi et chômage



Source : INSEE.

<sup>(3)</sup> Il est possible que les résultats sectoriels soient affectés d'un biais statistique dû au fait que les emplois intérimaires sont comptabilisés dans le secteur des services marchands aux entreprises et non dans les secteurs utilisateurs. La croissance de l'intérim ayant été très forte (l'emploi salarié dans les services marchands a augmenté en conséquence de 4,5 % en 1987), ceci pourrait expliquer en partie que l'amélioration de l'emploi industriel n'ait été enregistrée qu'avec retard.

<sup>(4)</sup> Le plan pour l'emploi comprend aussi la hausse de l'impôt sur les sociétés (cf. Supra), ainsi que diverses autres mesures qui visent principalement à améliorer qualitativement l'efficacité pour les bénéficiaires, des dispositifs actuels des politiques spécifiques de l'emploi.

Moyenne annuelle, en %	1986	1987	1988	1989
Dépenses des ménages	2,4	1,7	1,9	1,9
Investissement des entreprises	0,5	0,6	1,0	0,7
Dépenses des administrations	0,5	0,5	0,3	0,3
Variation des stocks	0,9	0,8	0,5	-0,4
Total de la demande interne	4,3	3,7	3,7	2,5
Solde extérieur	-2,1	-1,3	-0,2	-0,1
PIB marchand	2,2	2,3	3,5	2,4

Sources : Comptes trimestriels INSEE, prévisions OFCE en 1988-1989.

Celui-ci avait diminué en 1987 puis au premier semestre 1988, sous les effets conjugués de l'amélioration de l'emploi et de la mise en place de stages de formation pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. L'augmentation qui a succédé au deuxième trimestre était due principalement à la fin de la campagne de stages prévue au budget de 1988. Un décret d'avance de 1,5 milliard de francs, arrêté en juin, et l'utilisation d'un reliquat de crédit de 2,5 milliards ont cependant permis la mise en œuvre d'une nouvelle campagne de 140 000 stages qui devrait couvrir la fin de l'année 1988. Ceci devrait être suffisant pour compenser les sorties des stages antérieurs et les nouvelles entrées sur le marché du travail. Le chômage pourrait donc se stabiliser d'ici la fin de l'année autour de son niveau actuel.

En 1989 son évolution serait peu influencée par la politique de l'emploi car l'effort prévu dans le budget est du même ordre que celui réalisé en 1988. Certaines formules pourraient même connaître un certain essoufflement, notamment les TUC et les SIVP. Ces derniers, en particulier, pourraient diminuer en nombre, du fait de l'effet de « moralisation » entrepris. Cette diminution serait cependant limitée, car l'avantage de la formule reste considérable pour les entreprises. A l'inverse, la campagne de stages de formation pour les jeunes et les chômeurs de longue durée pourrait contribuer à lisser la montée du chômage sur l'ensemble de l'année, mieux qu'en 1988. En effet, si le nombre total de stages est à peu près le même, ceux-ci sont programmés pour l'ensemble de l'année alors qu'en 1988 seul le premier semestre avait été prévu. En glissement annuel la politique de l'emploi pourrait donc contribuer à freiner légèrement le chômage (- 30 à 40 000 chômeurs environ), alors qu'en 1988 elle devrait être pratiquement neutre.

Compte tenu de l'évolution de la population active potentielle qui reste forte (180 000)<sup>(5)</sup>, du rythme d'évolution de l'emploi (+ 66 000) et de la politique de l'emploi, le chômage augmenterait faiblement, atteignant 2 650 000 personnes en fin d'année 1989.

#### Conclusion : une croissance rééquilibrée mais insuffisante pour résorber le chômage

En 1988 la demande interne évoluerait au même rythme que l'année précédente, mais le contenu en serait différent, l'investissement des ménages et des entreprises relayant progressivement la consommation. L'accélération d'un point de la

croissance par rapport à l'année précédente résulterait du rééquilibrage des importations et des exportations, la contribution du solde extérieur passant de - 1,3 à - 0,2 %. Le ralentissement de la croissance en 1989 (un point en moyenne annuelle) serait dû pour un tiers à une moindre croissance de l'investissement des entreprises et pour deux tiers aux mouvements de stocks dont l'évolution est toujours affectée d'une grande incertitude.

La seconde moitié de la décennie quatre-vingt traduit donc une accélération incontestable de la croissance économique. Tirée par la demande intérieure en 1986 et 1987 en raison des effets favorables du contre-choc pétrolier, elle serait plus équilibrée en 1988 et 1989. Mais cette croissance ne peut guère être accentuée par une stimulation interne dans un contexte où les échanges extérieurs sont encore légèrement déficitaires. En particulier une hausse plus forte du salaire stimulerait à court terme la consommation des ménages et la croissance, mais elle exercerait - à taux de change inchangé - des effets négatifs à terme sur la compétitivité, le solde extérieur et en définitive sur la croissance.

Certes une évolution plus favorable du change effectif réel du franc par rapport à l'ensemble des monnaies (c'est-à-dire une dépréciation) permettrait d'améliorer notre compétitivité tout en stimulant la croissance industrielle et l'investissement, mais elle ne paraît guère pouvoir se produire spontanément et elle semble exclue politiquement. L'économie française est donc condamnée à une croissance « sage » et modérée qui est certes plus satisfaisante que la quasi-stagnation des années antérieures au contre-choc pétrolier, mais elle ne constitue nullement une « sortie de crise » dans une économie qui compte aujourd'hui 11 % de chômeurs.

Département d'économétrie de l'OFCE

Pierre-Alain Muet  
Eric Bleuze Christian Giraud

## MICMAC

La macroéconomie  
par la micro-informatique

**Destiné à l'enseignement de la Macroéconomie et aux praticiens de l'économie, MICMAC**, logiciel pour micro-ordinateur compatible IBM élaboré à l'OFCE, reproduit la structure des grands modèles économétriques utilisés en France pour la prévision.

**Avec MICMAC, même sans connaissance préalable de l'informatique ou de la modélisation macroéconomique**, évaluez aisément et instantanément l'impact de diverses mesures de politique économique ou de modifications de l'environnement international (variation des cours du change, du prix du pétrole, de la croissance mondiale...).

Grâce à son **langage très accessible** (basic interprété), vous pouvez aussi modifier ou développer vous-même le modèle.

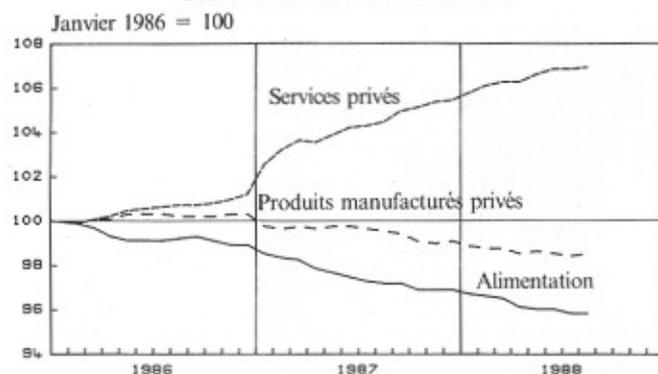
- Manuel de présentation du logiciel, édité par ECONOMICA  
Prix de vente : 100 F
- Disquette du logiciel  
Prix de vente : 150 F
- Coffret complet (manuel + disquette)  
Prix de vente : 250 F

Frais de port en sus

<sup>(5)</sup> Selon les résultats de l'enquête emploi le taux d'activité des 20-24 ans a fortement chuté entre mars 1987 et mars 1988 (- 4 points environ). Si cette évolution se confirmait, on pourrait enregistrer une augmentation plus faible de la population active et du chômage.

## FRANCE

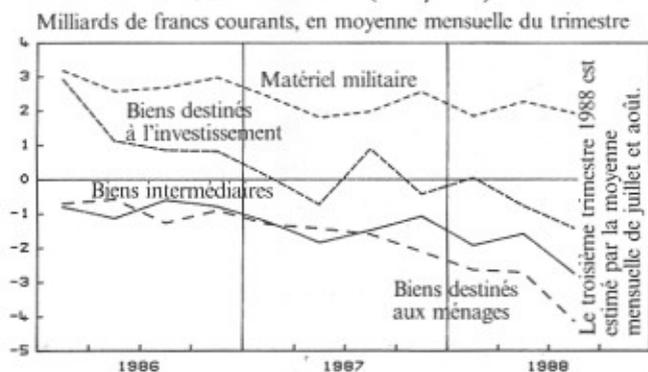
### Prix relatifs à la consommation



Source : INSEE

Les prix de détail ont augmenté de 2,8 % au cours des douze derniers mois (août-août) après 3,1 % en 1987. Hors tarifs publics ils se sont accrus de 3,1 %, comme l'an passé. Les prix des services privés ont continué de s'élever plus rapidement (+ 5,5 %) et tardent à retrouver leur rythme usuel (plus rapide que l'ensemble des prix d'environ 1,5 point). Malgré une forte augmentation des prix en francs des matières premières industrielles importées (+ 28,9 %), les hausses de prix des produits manufacturés sont restées modérées. Les gains de productivité réalisés dans l'industrie et l'amélioration de la situation financière des entreprises ont permis qu'elles soient inférieures d'un point à celles de l'indice général. Les prix alimentaires ont crû de 1,6 %, soit à peine plus qu'en 1987 (1,4 %) et bien moins rapidement que l'ensemble hors tarifs publics (de l'ordre de 1,5 point).

### Soldes industriels (FAB/CAF)

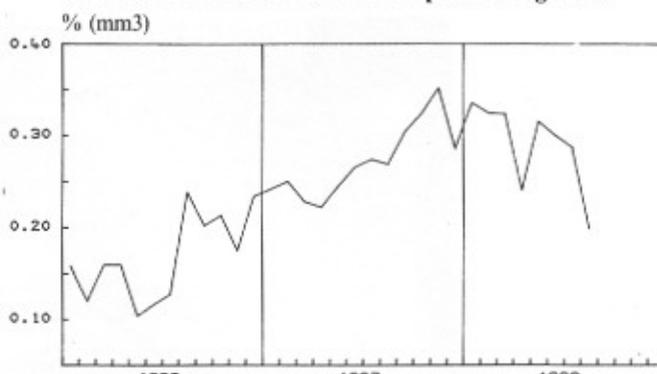


Source : Douanes.

Le déficit extérieur de l'industrie s'est nettement dégradé en juillet et août, si bien qu'au cours des huit premiers mois de 1988 il a atteint 3,2 milliards en moyenne mensuelle, au lieu de 0,7 en 1987. Tous les produits ont concouru à cette contre-performance. La croissance des importations de biens destinés à l'investissement a dépassé celle des exportations, pourtant portées par une bonne demande étrangère. Le déficit des biens intermédiaires s'est amplifié au cours de l'été après quatre trimestres de stabilisation; l'accélération des importations est allée de pair avec un tassement des ventes à l'étranger dans la métallurgie. Les achats de biens de consommation se sont élevés, tandis que les exportations d'automobiles se sont repliées à cause d'un recul de la demande étrangère; le déficit des biens destinés aux ménages s'est donc creusé.

## ÉTRANGER

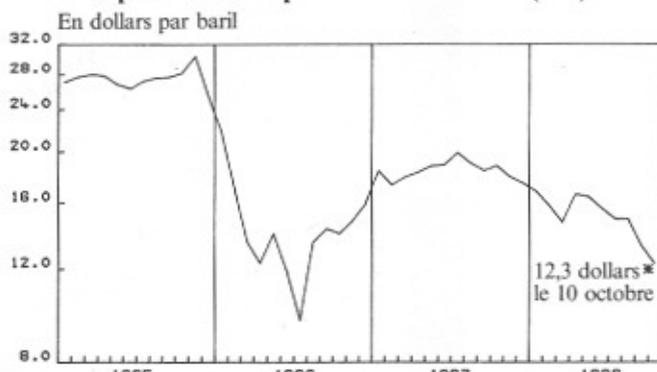
### États-Unis : taux de créations d'emplois non agricoles



Source : Department of Commerce.

Aux États-Unis le léger ralentissement de l'activité que traduisent les statistiques du travail atténue les craintes inflationnistes. Le taux de créations nettes d'emplois se ralentit depuis plusieurs mois maintenant, le nombre d'emplois dans l'ensemble de l'économie non agricole s'est accru de 640 000 au troisième trimestre au lieu de 1 million au cours des trois trimestres précédents. Le taux de chômage a cessé de diminuer et s'établit à 5,5 % de la population active au dernier trimestre après 5,4 %. La durée hebdomadaire du travail demeure stable, tandis que le rythme d'augmentation des salaires ne s'accélère plus. Les estimations disponibles sur l'évolution de la production industrielle et des ventes en détail au mois de septembre confirment par ailleurs le léger tassement de l'activité déjà enregistré en août.

### Le prix du baril de pétrole de mer du Nord (brut)



Source : Relevés quotidiens des cotations, Financial Times.

Le prix du baril de pétrole (Brent), qui s'était stabilisé à 16 dollars au cours du premier semestre 1988 et à 15 dollars durant l'été, diminue lentement depuis le début du mois de septembre. Il est tombé à 11,5 dollars en moyenne au cours des dix premiers jours d'octobre. Cette nouvelle baisse des prix fait suite à un fort accroissement de la production de l'Arabie Saoudite, du Koweït et des Émirats Arabes Unis en juillet et septembre (+ 1,1 million de barils par jour à eux trois). À l'approche de la réunion de l'OPEP du 21 novembre, qui pourrait réviser l'actuelle grille des quotas, l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe semblent décidés à occuper le terrain pour parer aux revendications excessives de l'Irak et de l'Iran. L'Irak produit actuellement 2,7 mbj et est sur le point de porter sa capacité d'exportation à 4 mbj. Son quota théorique est de 1,5 mbj, au lieu de 2,4 à l'Iran.

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publie sous le même titre « Observations et diagnostics économiques » une Revue trimestrielle et, un mercredi du mois, une Lettre mensuelle. Les signataires s'expriment à titre personnel.

ABONNEMENTS Tarifs 1988	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, entreprises	140 F	310 F	400 F
Particuliers	70 F	200 F	240 F

Les demandes d'abonnement sont à adresser à l'OFCE avec un chèque à l'ordre de FNSP-OFCE-Publications.